

## **RAPPORT DE SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS SUR LA STRATÉGIE DU FONDS MONDIAL 2012-2016**

Le document suivant est un extrait contenant les principaux points de synthèse de ce rapport :

### **2. RESUME DES MESSAGES COMMUNS ISSUS DES CONSULTATIONS**

2.1 Un large consensus s'est dégagé parmi les participants aux consultations selon lequel le Fonds mondial a véritablement été à la base d'un « changement de paradigme » de la lutte contre les trois maladies, en fournissant des niveaux sans précédent de financement aux pays pour la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial a également catalysé l'attention sur les trois maladies au plan mondial et galvanisé l'action au niveau des pays et chez les partenaires dans la riposte à l'épidémie. Reconnaisant ces réalisations, les parties prenantes ont également reconnu les possibilités d'amélioration au niveau du mode actuel de fonctionnement du Fonds mondial et ont identifié la nouvelle Stratégie 2012-2016 comme une occasion unique permettant à l'organisation d'optimiser sa façon de fonctionner à l'avenir et de maximiser l'impact sur les trois maladies. Cette section offre un résumé des messages communs reçus des participants au cours des différentes consultations.

#### **2.2 Il existe un soutien pour l'introduction d'un processus de demande et d'examen basé sur le dialogue, plus itératif, pour renforcer l'accès au financement**

- Un soutien important a été démontré pour le changement par le Fonds mondial de son processus actuel d'examen des demandes et des propositions en passant d'une approche de « réussite ou d'échec » basée sur les séries (rounds) à un modèle basé sur le dialogue, plus itératif.
- L'approche la plus largement préférée était un processus en deux étapes impliquant la soumission d'une « pré-proposition » initiale à examiner par le TRP, suivie de l'élaboration d'une proposition complète à travers un processus de collaboration impliquant les pays, les partenaires et le Secrétariat.
- De l'avis général, les stratégies nationales devraient constituer la base des demandes et des décisions de financement afin de renforcer l'alignement du financement sur les priorités et les cycles des pays et également de promouvoir la mobilisation et l'harmonisation des contributions des partenaires.

#### **2.3 Les participants sont favorables à l'introduction d'une nouvelle approche d'allocation du financement afin d'optimiser l'impact et la prévisibilité du financement du Fonds mondial**

- Les participants étaient largement favorables au changement de l'approche de financement actuelle, indifférenciée du Fonds mondial pour un nouveau modèle d'allocation afin d'optimiser l'impact et d'améliorer la prévisibilité des niveaux et calendriers de financement.
- La préférence allait généralement à un modèle hybride qui alloue une proportion du financement disponible à des pays individuels et le reste à un groupe à d'autres fins, comme l'intensification pour les pays performants et/ou des domaines spécifiques (comme les nouvelles technologies).

#### **2.4 Les participants sont en faveur d'une approche simplifiée et plus systématique à la reprogrammation**

- Un consensus s'est dégagé sur le fait que les processus actuels de reprogrammation sont laborieux et comportent d'importants éléments de démotivation pour les bénéficiaires, notamment la crainte fréquente de perdre des fonds.
- Un large consensus s'est dégagé sur le fait que la reprogrammation devrait être plus systématique et activement encouragée à des seuils de déclenchement naturels dans le cycle de gestion des subventions, ainsi que lorsqu'il existe des éléments probants de nouvelles interventions et technologies à impact élevé.
- L'on devrait veiller à fournir des éléments de motivation pour la reprogrammation et à ce que cela reste un processus dirigé par les pays.

## **2.5 Toute une gamme de nouvelles approches est nécessaire pour renforcer la viabilité des programmes à long terme**

- Un consensus important s'est dégagé sur la nécessité pour le Fonds mondial d'engager de manière plus ferme et plus systématique toutes les parties prenantes clés des pays, notamment les Ministères des finances, des affaires économiques ou de la planification, dans un dialogue stratégique national de haut niveau autour du financement durable de la santé. Dans un tel dialogue, les principes clés du Fonds mondial ont été perçus comme offrant un effet de levier unique pour influencer les aspects non financiers des ripostes nationales, notamment la participation de la société civile et les droits humains.

- Il y a eu un large consensus sur le fait que, pour renforcer la viabilité, les stratégies nationales devraient constamment servir de base au dialogue national et aux décisions de financement du Fonds mondial.
- Le besoin d'un investissement national accru en matière de santé a été largement reconnu, mais les exigences de financement de contrepartie du Fonds mondial ont été perçues comme ayant manqué d'atteindre leurs objectifs. Le potentiel des nouvelles exigences a suscité un certain optimisme, à condition qu'elles fassent l'objet d'un suivi adéquat. Plusieurs autres idées ont été suggérées pour aider à assurer le respect des exigences de financement de contrepartie, fournir des éléments d'incitation à l'investissement national et décourager le déplacement des ressources.
- L'accroissement de la base de ressources du Fonds mondial, par exemple, par un financement novateur et un engagement plus important avec les économies émergentes a également été perçu comme important pour la viabilité.

## **2.6 Les partenariats fonctionnent à un niveau sous-optimal dans les pays mais les changements proposés au modèle d'activités présentent de nouvelles opportunités pour les renforcer**

- De nombreux participants ont reconnu que les partenariats au niveau des pays pour le soutien à l'élaboration, la mise en œuvre des propositions et la surveillance du financement du Fonds mondial en sont encore à un niveau sous-optimal.
- De nombreux participants étaient convaincus que le changement pour une approche itérative de l'élaboration et de l'examen des propositions et un dialogue renforcé des partenaires basé sur les stratégies nationales étaient des mesures clés nécessaires pour renforcer de manière significative les partenariats au niveau des pays.
- Certains participants soutenaient l'idée du développement d'accords/de cadres de partenariat du Fonds mondial au niveau des pays. Toutefois, la nécessité de ces accords était perçue comme tout à fait spécifique aux pays et le sentiment était, en général, qu'ils devraient être limités à la définition de rôles et de responsabilités clés. En revanche, d'autres participants pensaient que c'était le rôle des pays et non des donateurs, comme le Fonds mondial, de diriger ces processus avec leurs partenaires au développement.
- L'on a soutenu l'idée d'une intégration plus forte des CCM avec d'autres instances de coordination nationale, y compris celles utilisées par la GAVI.
- Il y a eu un consensus important sur le fait que le Fonds mondial ne devrait pas établir de présence dans les pays.
- Les opinions étaient mitigées concernant l'établissement d'une présence régionale par le Fonds mondial. Le soutien à un engagement plus proactif du Fonds mondial au niveau régional était centré sur une coordination de l'assistance technique avec les partenaires.

## **2.7 Les participants sont favorables du financement d'interventions de santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) qui présentent clairement des synergies et un potentiel d'intégration avec des programmes existants**

- Les participants ont trouvé que le bilan du TRP pour la recommandation du financement des interventions de SMNI était très incohérent. Le Conseil a été perçu comme ayant été incapable de se décider par rapport à cette question sur une longue période.
- Les participants se sont accordés sur le fait que le Fonds mondial devrait envisager de financer les interventions liées à la SMNI qui ont clairement des synergies et un potentiel d'intégration avec les programmes soutenus par le Fonds mondial (exemple, la prévention du VIH et la planification familiale ; le traitement du paludisme et la gestion intégrée des maladies de l'enfance). Le Fonds mondial devrait également veiller à éviter de créer de la démotivation à l'intégration de ces services comme cela a été le cas par le passé.
- Certains membres du TRP étaient d'avis que les mesures visant à étendre l'éventail des interventions appuyées par le Fonds mondial devraient être prises d'abord comme des mesures pilotes dans un nombre restreint de pays, et se focaliser sur la santé primaire plutôt que sur la SMNI uniquement.

## **2.8 Le financement du renforcement des systèmes de santé devrait de plus en plus s'appuyer sur les stratégies nationales, en accordant plus d'attention au dialogue des parties prenantes et au développement de systèmes durables**

- Les participants ont généralement exprimé leur soutien au financement du RSS, en particulier au fait qu'il devrait être fondé sur les besoins et les lacunes identifiés dans le cadre du dialogue avec le pays et les partenaires, sur la base d'une stratégie nationale appropriée.
- Si le Fonds mondial adopte un modèle d'allocation pour le RSS, les options pourraient comprendre le ciblage d'un groupe de RSS et des enveloppes ou des plafonds au niveau des pays. Le Fonds mondial pourrait également envisager d'établir des critères en vue d'identifier et d'accorder la priorité aux pays qui ont des « besoins élevés » en matière de RSS.
- Les investissements en matière de RSS doivent renforcer davantage la viabilité à long terme par le renforcement des capacités et systèmes nationaux.
- En Afrique, la distinction entre le RSS et le renforcement des systèmes communautaires (RSC) n'est pas significative.
- Le TRP tirerait profit de meilleurs éléments probants concernant les investissements de RSS qui apportent des contributions mesurables aux résultats de santé.

## **2.9 L'atteinte des objectifs fixés pour les droits humains devrait être plus explicite à travers le cycle des subventions ; les leçons tirées de la SOGI et des stratégies liées au genre devraient être étendues pour soutenir les programmes des MARP**

- L'avis général qui s'est dégagé était que, bien que les droits humains soient implicites dans le modèle actuel du Fonds mondial, une approche plus explicite et plus stratégique pour prendre en compte ces questions dans le cadre du cycle de financement serait la bienvenue, notamment aux stades de la négociation et de l'évaluation des performances des subventions.
- Les participants avaient le sentiment que le Fonds mondial devrait mettre l'accent sur la reconnaissance des actions positives (en maniant la carotte) plutôt que de punir les mauvaises pratiques (en maniant le bâton). Dans le même temps, il a été reconnu que le Fonds mondial devrait activement décourager et dénoncer les violations des droits de l'homme.
- Le soutien à la participation de la société civile et le financement des MARP et des interventions de RSC sont des contributions essentielles que le Fonds mondial peut apporter au programme des droits humains.
- L'adoption d'un processus plus itératif pour l'élaboration de propositions et un accent accru sur les stratégies nationales ont été perçus comme de nouveaux points d'entrée potentiels pour un dialogue accru et des mesures en faveur des questions liées aux MARP et aux politiques et programmes basés sur les droits.
- Le Fonds mondial pourrait davantage contribuer à la mobilisation d'un partenariat pour les droits et la santé.
- Le groupe des MARP a été bien accueilli et il a été estimé que son niveau d'ambition pourrait être accru.
- L'éventail actuel d'approches à « l'orientation et l'identité sexuelles (SOGI) » et au « genre » devrait être étendu aux MARP.
- L'on ne devrait pas perdre de vue l'accent mis sur la promotion de l'équité contenu dans l'avant-projet précédent de la stratégie dans la finalisation du document.

## **2.10 L'évaluation des résultats et de l'impact devrait intégrer des méthodologies qualitatives**

- Le Fonds mondial devrait prêter davantage attention aux résultats qualitatives et à l'évaluation de l'impact social de ses financements plutôt que de compter uniquement ses services fournis.